

## Contribution des produits forestiers ligneux : produit intérieur brut et emplois

### Faits saillants

- Graduellement, la reprise économique s'est installée dans le secteur forestier au cours des cinq dernières années. Entre 2013 et 2017, le produit intérieur brut (PIB) de ce secteur est passé d'un creux de 5,8 milliards de dollars (G\$) à 6,5 G\$, favorisant ainsi le maintien d'une proportion de 2 % par rapport au PIB total québécois;
- L'amélioration du bilan économique du secteur forestier repose notamment sur l'accroissement de ses exportations. Celles-ci ont augmenté de 24 % entre 2013 et 2017 pour atteindre 9,8 G\$, soit la meilleure performance enregistrée au cours des dix dernières années;
- Le secteur forestier a retrouvé un certain équilibre au chapitre de l'emploi. Entre 2013 et 2017, il a dénombré environ 60 000 emplois annuellement. La remontée de la demande pour les produits du bois et la consolidation de l'industrie des pâtes et papiers ont contribué à freiner les pertes d'emplois, qui s'élevaient à plus de 37 500 entre le sommet de l'an 2000 et 2017;
- La mise en œuvre de la Stratégie 2012-2017 visant à transformer l'industrie des produits forestiers a contribué à ce bilan positif, au chapitre du PIB et des emplois dans le secteur forestier.

### Objectif d'aménagement durable des forêts (ADF)

- Rendre compte des avantages socioéconomiques liés au secteur forestier

### Indicateurs

- Contribution de l'industrie des produits ligneux au produit intérieur brut (PIB);
- Emplois liés à l'industrie des produits ligneux et aux travaux en forêt.

### Mise en contexte

Depuis une vingtaine d'années, le secteur forestier québécois s'adapte à de profonds changements, et ce, pour diverses raisons. À l'aube des années 2000, le secteur des pâtes et papiers a connu des bouleversements majeurs, tandis que l'utilisation croissante des plateformes électroniques a entraîné une réduction rapide de la demande mondiale de papier journal, de papier d'impression et de papier d'écriture. Plus récemment, soit à la sortie de la récession de 2009, la lenteur de la reprise économique aux États-Unis et l'incertitude économique mondiale ont modéré la reprise du secteur de la fabrication de produits en bois. Finalement, depuis une vingtaine d'années, les entreprises du secteur des pâtes et papiers et des produits en bois évoluent dans un environnement où la concurrence est très vive, provenant à la fois de nos partenaires traditionnels et des pays émergents.

De plus, en raison de la diminution des possibilités forestières, entre les années 2008 et 2015, en provenance des terres publiques ainsi que des diverses autres utilisations du milieu forestier, les entreprises du secteur forestier québécois ont fait face à des enjeux relatifs à la disponibilité de la ressource. Parallèlement, de nouveaux marchés ont fait leur apparition, nécessitant ainsi d'importants investissements dans la recherche et l'innovation ainsi que dans la modernisation et la formation de la main-d'œuvre.

Faisant face à cette nouvelle réalité, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (ci-après le Ministère) souhaite augmenter la contribution du secteur forestier à l'économie du Québec et de ses régions. En ce sens, il exerce un rôle mobilisateur auprès des entreprises et des acteurs du milieu, en mettant en place des conditions favorisant le développement, la performance, l'innovation et la rentabilité des entreprises qui aménagent les forêts et mettent en valeur les produits et les ressources qui en découlent. C'est dans cette optique que le Ministère a adopté la Stratégie 2012-2017 visant à transformer l'industrie des produits forestiers, dont les principaux objectifs sont d'inciter les entreprises à se diversifier, à innover et à s'adapter à l'évolution des marchés.

La population québécoise tire de nombreux avantages économiques associés à l'industrie de la transformation des produits du bois. Ces avantages se rapportent particulièrement à la création de milliers d'emplois associés à l'ensemble des produits et des services générés par cette industrie. Ces produits et ces services sont conçus, consommés et échangés localement ou à l'extérieur du Québec. Par ailleurs, le Ministère assure le suivi des avantages socioéconomiques liés au secteur forestier, dont les principaux sont les emplois directs, le produit intérieur brut, la balance commerciale, les mises en chantier, les exportations et les indices de prix. À long terme, ces suivis aident à déterminer les effets des mesures et des programmes mis en place par le gouvernement du Québec. Il faut cependant considérer que plusieurs autres facteurs peuvent influencer le rendement des mesures gouvernementales, dont l'évolution du contexte mondial, la vigueur économique, le taux de change, les changements climatiques et certaines contraintes environnementales.

## Portrait 2013-2018

### Indicateur : contribution de l'industrie des produits ligneux au produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB) facilite le suivi de la valeur générée par l'industrie des produits forestiers, cette valeur étant à son tour liée à la productivité et à la compétitivité de l'industrie. Le PIB d'une industrie est le reflet du revenu généré par cette industrie. Il correspond à la production de l'industrie moins la valeur des intrants intermédiaires achetés à d'autres industries, au pays ou à l'étranger. Le PIB par industrie de l'ensemble de l'économie ou d'un secteur d'activité correspond à la somme des valeurs ajoutées des sous-secteurs.

Tout comme d'autres secteurs d'activités, l'évolution du PIB du secteur forestier est soumise à de nombreux facteurs conjoncturels (récessions, enjeux politiques internationaux, climat, rareté de la main-d'œuvre, etc.) et structurels (structure industrielle, âge de l'équipement, mode d'approvisionnement, développement des marchés, formation des travailleurs, etc.). Dans ce contexte, la variation du PIB ne peut refléter efficacement le rendement de toute intervention publique (mesures, règles, subventions, aides, etc.).

Le secteur forestier a généré un PIB de 6,5 G\$ en 2017, ce qui représentait 2 % du PIB de l'ensemble de l'économie du Québec (figure 1). Ce résultat le plaçait toutefois à un niveau inférieur à sa valeur observée au début des années 2000, qui était de 2,7 %.

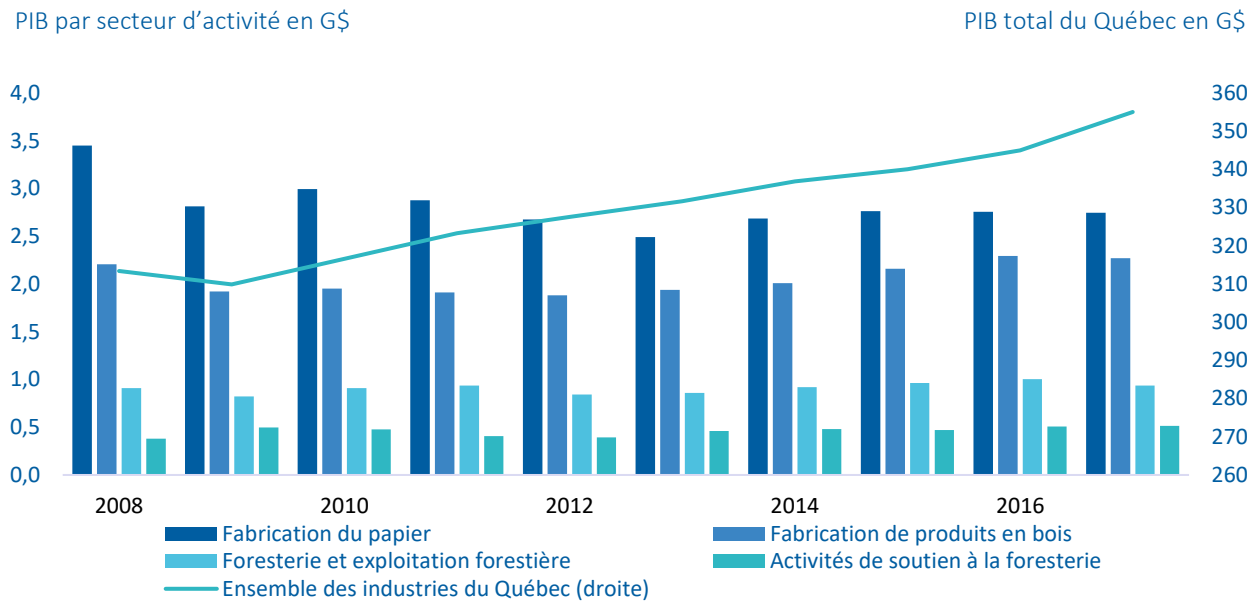


Figure 1 : Évolution du PIB aux prix de base du secteur forestier et de l'ensemble des industries au Québec, de 2008 à 2017<sup>1</sup>

À la sortie de la récession de 2009, l'évolution du PIB a différencié de façon marquée entre le secteur forestier et l'ensemble de l'économie. Tandis que le Québec a affiché une hausse moyenne annuelle de son PIB de 1,7 % entre 2010 et 2017, celui du secteur forestier s'est limité à une augmentation annuelle moyenne de 0,3 % au cours de la même période. L'accroissement moyen de 2,2 % observé du côté des produits en bois a difficilement comblé le recul moyen de 1,2 % par année enregistré dans la fabrication des pâtes et papiers.

La reprise graduelle qui s'est installée du côté des produits en bois a aidé ce secteur à prendre graduellement de l'importance par rapport au secteur de la fabrication des pâtes et papiers au Québec. En 2017, les produits en bois regroupaient 35 % du PIB du secteur forestier, comparativement à un apport de 31 % en 2010. Quant à la fabrication des pâtes et papiers, sa contribution a glissé de 47 % à 42 % au cours de la même période. Bien que le secteur des produits en bois soit demeuré exposé au récent conflit commercial sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis, l'industrie des pâtes et papiers a subi les contrecoups de la baisse conjoncturelle dans la demande de papier journal et de papier d'écriture. Qui plus est, en 2017, le PIB de cette industrie représentait 75 % de ce qu'il était en 2007. Finalement, le PIB dans le secteur de la foresterie, de l'exploitation forestière et des activités de soutien à la foresterie a crû en moyenne de 0,7 % entre 2010 et 2017, tout en maintenant une importance relative d'environ 23 %.

<sup>1</sup> STATISTIQUE CANADA, CANSIM, Tableau 36-10-0402-01

Remarque concernant les activités de soutien à la foresterie : secteur dont l'activité principale consiste à offrir des services de soutien particuliers relatifs à la récolte du bois (p. ex, inventaire forestier, évaluation de la productivité forestière, service de lutte contre les incendies de forêt, lutte antiparasitaire en forêt, etc.). Ces données sont présentées en années civiles (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) et non en exercices financiers gouvernementaux (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

## Indicateur : emplois liés à l'industrie des produits ligneux et aux travaux en forêt

Compte tenu de l'importance du secteur forestier dans l'économie québécoise, le gouvernement du Québec s'intéresse à l'atteinte des objectifs liés au maintien et à la création d'emplois spécialisés et de qualité. Ces emplois, créateurs de richesse pour la collectivité, sont d'ailleurs répartis dans toutes les régions du Québec, dont certaines en sont fortement tributaires. En effet, la disponibilité, la pérennité et la diversité des emplois contribuent au bien-être de la population du Québec ainsi qu'à la vitalité des municipalités qui dépendent de l'activité forestière.

L'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est un outil élaboré par Statistique Canada pour dresser un portrait du nombre d'emplois et d'heures travaillées par secteur d'activité économique<sup>2</sup>. Le nombre d'emplois directs fournit une bonne appréciation de base du niveau d'activité d'une industrie. Applicable à un secteur d'activité donné, ce suivi dans le temps contribue également à reconnaître des transformations qui s'opèrent sur le marché du travail.

Entre 2013 et 2017, le nombre d'emplois dénombrés annuellement était d'environ 60 000 (tableau 1, figure 2). La remontée de la demande de produits du bois et la consolidation de l'industrie des pâtes et papiers ont contribué à freiner les pertes d'emplois, qui s'élevaient à plus de 37 500 entre le sommet de l'an 2000 et 2017. Grâce à l'ajout de plus de 1 200 emplois entre 2016 et 2017, le secteur forestier québécois a ainsi pu enregistrer une création d'emplois significative.

Tableau 1 : Emplois associés à l'industrie forestière<sup>3</sup>

Année	Foresterie et exploitation forestière	Activités de soutien à la foresterie	Fabrication de produits en bois	Fabrication de papier	Total des emplois
2010	8 061	3 395	28 327	24 634	<b>64 418</b>
2011	7 823	3 104	27 108	25 075	<b>63 110</b>
2012	7 525	3 111	27 006	23 733	<b>61 375</b>
2013	6 560	2 966	26 587	23 969	<b>60 082</b>
2014	6 003	3 197	27 159	22 692	<b>59 051</b>
2015	5 944	3 243	28 053	31 813	<b>59 055</b>
2016	5 987	3 421	27 960	20 412	<b>57 780</b>
2017	5 866	3 407	28 662	21 060	<b>58 996</b>

<sup>2</sup> Statistique Canada. Tableau 14-10-0202-01 : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), avril 2019

<sup>3</sup> Ces données sont présentées en années civiles (de 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) et non en exercices financiers gouvernementaux (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

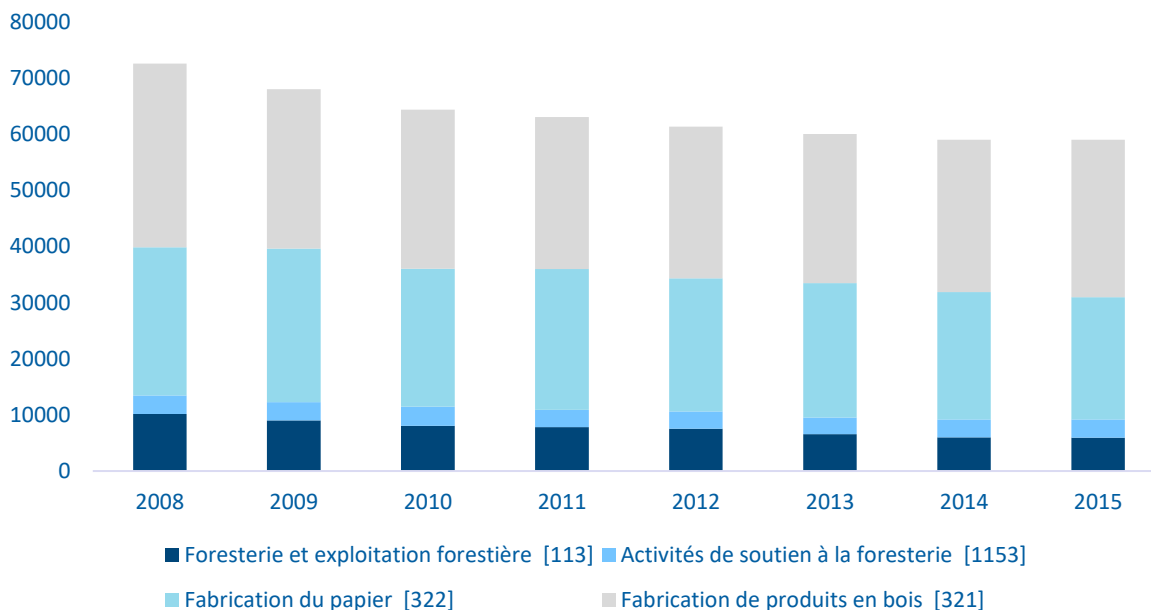


Figure 2 : Emplois associés à l'industrie forestière<sup>4</sup>

Les pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication des produits en bois sont attribuables en grande partie au ralentissement économique aux États-Unis entre 2008 et 2012. Les pertes d'emplois dans le secteur des pâtes et papiers sont, quant à elles, principalement attribuables au déclin de la demande de papier d'écriture et d'impression causé par l'utilisation des médias électroniques. Le ralentissement de l'activité économique dans la transformation du bois combiné à la rareté de la main-d'œuvre qualifiée a inévitablement entraîné une diminution du nombre d'emplois du côté de l'exploitation forestière et des activités de soutien. Plus spécifiquement pour 2017, le secteur forestier a généré 58 996 emplois directs, ce qui représente une hausse de 1 216 emplois par rapport à l'année précédente.

## Autres réalisations en lien avec l'objectif d'ADF

### *Évolution des prix sur le marché*

Bien que graduelle, la reprise du secteur forestier s'est accompagnée d'une majoration des indices de prix<sup>5</sup>, et ce, particulièrement depuis 2013 (figure 3). Tout d'abord, le marché du bois d'œuvre et des autres produits en bois a bénéficié d'un accroissement de la demande, notamment en raison de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale et du redressement des mises en chantier nord-américaines. Qui plus est, cette croissance a été soutenue par la conjoncture exceptionnelle observée en deuxième moitié d'année 2017. Au 31 décembre 2017, l'indice de prix du bois d'œuvre et d'autres produits en bois enregistrait une hausse de 14 % par rapport à la même période en 2013.

<sup>4</sup> CANSIM, Tableau 14-10-0202-01: Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé, [consulté le 5 septembre 2018]. Ces données sont présentées en années civiles (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) et non en exercices financiers gouvernementaux (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

<sup>5</sup> Le prix de l'année 2010 est considéré comme référence dans l'indice des prix, pour ensuite montrer les fluctuations des autres années. Le prix de l'année 2010 étant égal à 100, celui des autres années peut être évalué par rapport à cette base.

Par ailleurs, le marché des pâtes et papiers a été exposé au repli considérable de la demande mondiale de papier journal et de revues éditées au cours des dernières années. Cependant, l'industrie a fait preuve de résilience, puisque la consolidation de plusieurs opérations ayant mené à la fermeture de machines ou d'usines entières, notamment à l'extérieur du Québec, a contribué à soutenir l'indice de prix du côté du papier. De plus, le marché des pâtes et papiers a bénéficié d'un accroissement global de la consommation en Asie du Sud-est, mais aussi du développement et de l'expansion de certains marchés pour les produits comme la pâte, les produits d'emballage et le papier tissu. Ces nouvelles possibilités ont, dans un premier temps, contribué à réorienter la production des usines de papier journal et de papier d'impression, en encourageant la conversion de certaines machines. Ensuite, elles ont contribué à l'augmentation de l'indice de prix des pâtes et papiers de 16 %, entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2017.

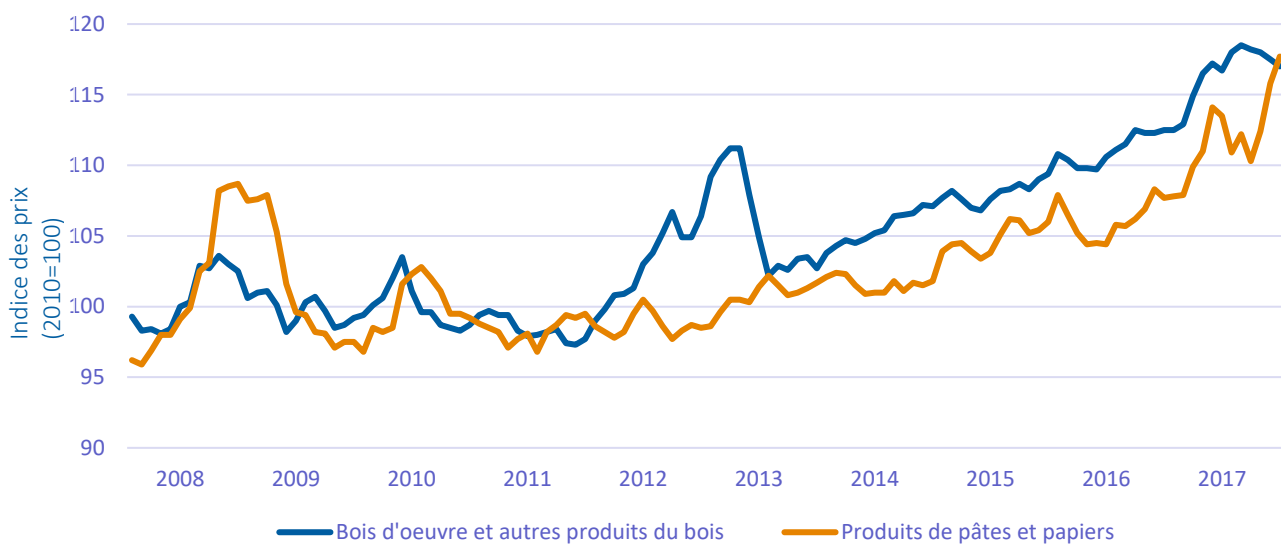


Figure 3 : Indice des prix de la transformation du bois d'oeuvre et d'autres produits du bois et de la fabrication de pâtes et papiers entre 2008 et 2017<sup>6</sup>

#### Exportations et compétitivité des pays émergents

Au cours de cette période, les exportations québécoises ont enregistré leur meilleur bilan dans le secteur forestier en dix ans (figure 4). En 2017, la valeur des exportations s'élevait à 9,8 G\$, une hausse de 42 % par rapport au creux observé en 2012. Cette performance était particulièrement attribuable à l'accroissement des expéditions vers le marché américain, soit de 55 % entre 2012 et 2017. En effet, le secteur forestier du Québec est demeuré fortement dépendant du marché américain, comme 80 % de ses exportations ont traversé la frontière du sud de la province<sup>7</sup>, comparativement à moins de 75 % au début de la dernière décennie. Qui plus est, les exportations de produits en bois ont plus que doublé au cours des cinq dernières années (+ 116 %) au Québec, accaparant ainsi 37 % des exportations du secteur forestier, contre 24 % en 2012. Bien que le secteur de la fabrication de pâtes et papiers ait enregistré une augmentation de ses exportations de 19 %, son apport a diminué de 76 % à 63 % entre 2012 et 2017.

<sup>6</sup> Statistique Canada, Indice des prix des produits industriels, par principaux groupes de produits, Tableau 18-10-0029-01. Ces données sont présentées en années civiles (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) et non en exercices financiers gouvernementaux (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

<sup>7</sup> Statistique Canada, Données sur le commerce en direct

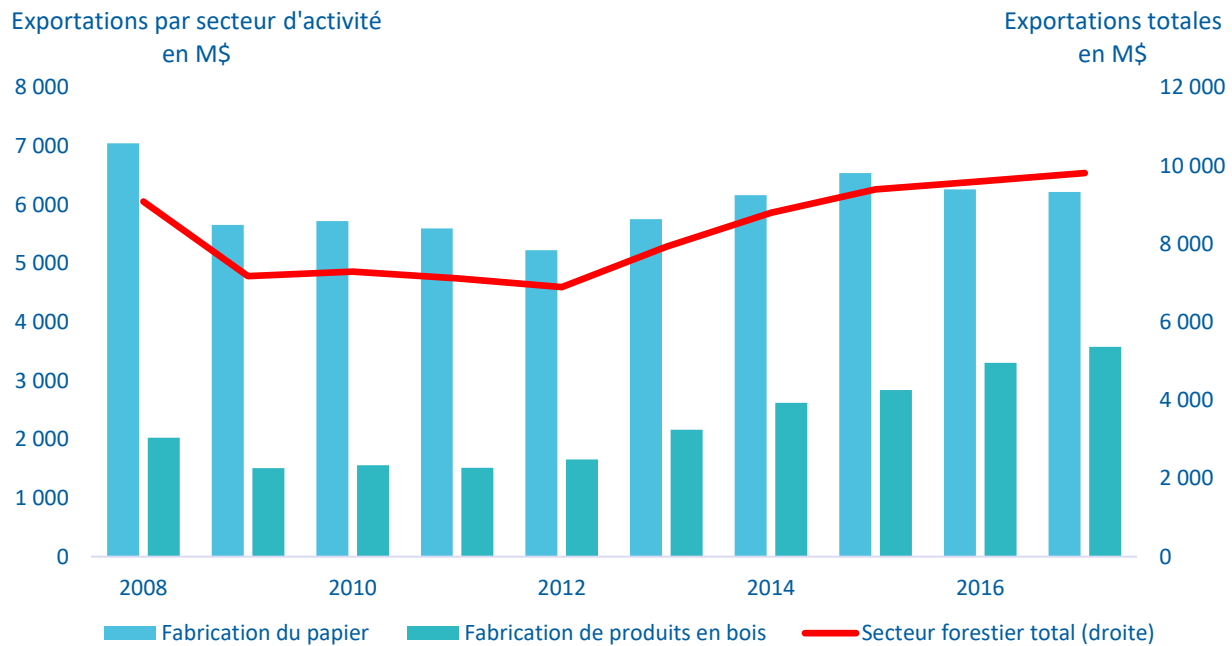


Figure 4 : Évolution des exportations du secteur forestier au Québec entre 2008 et 2017<sup>8</sup>

L'accroissement de la consommation américaine continuera donc d'offrir des perspectives favorables. Cependant, la très faible présence des produits forestiers québécois sur la côte ouest américaine, combinée au ralentissement anticipé des exportations de la Colombie-Britannique pourrait offrir un contexte favorable à l'accroissement de la présence de produits étrangers en sol américain au cours des cinq prochaines années. En effet, bien qu'ils augmentent leurs mesures protectionnistes, les États-Unis accentuent leur approvisionnement à l'égard d'autres pays; l'apport canadien est d'ailleurs passé de 45,2 % à 43,5 % des importations américaines entre 2013 et 2017. À l'inverse, la Chine (+ 2 points de pourcentage), l'ensemble des pays européens (+ 1 point de pourcentage) et le Mexique (+ 0,5 point de pourcentage) ont augmenté leurs exportations sur le territoire américain pour cette même période.

#### Disponibilité de la main-d'œuvre au Québec

La rareté de la main-d'œuvre a commencé à s'intensifier au Québec. Tout d'abord, en 2017, l'indice de remplacement indiquait que pour dix personnes âgées entre 55 ans et 64 ans et potentiellement aptes à prendre leur retraite, neuf personnes âgées entre 20 ans et 29 ans étaient potentiellement aptes à prendre la relève<sup>9</sup>. Selon les projections démographiques, l'indice pourrait afficher un déficit encore plus élevé, soit un rapport de huit pour dix, d'ici 2023<sup>10</sup>. Deuxièmement, la population en âge de travailler, soit celle âgée entre 15 ans et 64 ans, regroupait 65 % de la population totale québécoise en 2017<sup>11</sup>. Cette proportion pourrait chuter de 5 points de pourcentage d'ici cinq ans. Compte tenu que le besoin de travailleurs s'observe dans l'ensemble de l'économie québécoise, le secteur forestier sera en concurrence avec les autres secteurs d'activités pour attirer et retenir la main-d'œuvre.

<sup>8</sup> Ibid. Ces données sont présentées en années civiles (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre) et non en exercices financiers gouvernementaux (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

<sup>9</sup> Institut de la statistique du Québec, Estimations de la population et Calculs du MFFP

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Ibid.

### *Variation du salaire moyen dans le secteur forestier*

La majoration des salaires dans le secteur forestier québécois est demeurée modeste, malgré la présence de facteurs économiques favorables comme l'augmentation des exportations et l'accroissement des besoins en main-d'œuvre. Du côté de la fabrication de produits en bois, le salaire moyen annuel est passé au-dessus de la barre des 60 000 \$ en 2017, affichant ainsi une hausse moyenne de 0,9 % par année depuis 2013<sup>12</sup>. Quant au secteur des pâtes et papiers, le salaire moyen est revenu au-dessus des 90 000 \$ annuellement, une hausse moyenne de 0,8 % entre 2013 et 2017<sup>13</sup>.

## Références

CANSIM, *Tableau 3-10-0402-01 : Produit intérieur brut au prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), provinces et territoires*

CANSIM, *Tableau 14-10-0202-01 : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), emploi selon le type de salariés et le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) détaillé*

STATISTIQUES CANADA. [<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=2810024>]

---

<sup>12</sup> Statistique Canada, Tableau 36-10-0489-01

<sup>13</sup> *Ibid.*